



Revue Internationale Volontariat et Sociétés

Revue
Internationale
Volontariat et
Sociétés



VOLONTARIAT

Vol 1, n°1, décembre 2024,
E-ISSN: 3079 - 3750, ISSN: 3079-3750
Publication annuelle

AGENCE NATIONALE DE VOLONTARIAT AU TOGO
Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)

Vol 1, n°1, décembre 2024, E-ISSN: 3079 - 3750, ISSN: 3079-3750



Revue **I**nternationale **V**olontariat et **S**ociétés

Publication annuelle

Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)

01BP 2801 LOME – TOGO
Tél (228) 22 25 57 07 / (228) 90 38 07 04 / (228) 99 17 17 86
Email : rivos@togoanvt.org

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur Général

Dr Omar AGBANGBA, Directeur de l'ANVT, Togo

Directeur de publication

Dr Yentougle MOUTORE, Maître de Conférences, Université de Kara (Togo)

Directeur scientifique

Professeur Komla SANDA, Université de Kara (Togo)

Rédacteur en chef

Dr Palakyem MOUZOU, Maître de Conférences, Université de Kara (Togo)

Responsable du secrétariat

Dr Abdel-Ganiou AGOUDA, ANVT, Togo

Assistants de rédaction

Dr Komitse Mawufemo ZOYIKPO, ANVT, Togo

M. Edem AGODE, ANVT, Togo

Dr Benjamin BANGANI, ANVT, Togo

Membres du comité scientifique

Pr Tamasse DANIOUÉ, Sociologie politique, Université de Lomé, Togo

Pr Cédric MAYRARGUE, Sciences Po Bordeaux, France

Pr ONIBON DOUBOGAN Yvette, Sociologue, Université de Parakou

Pr Cyprien Kofi AHLOU, Sociologie urbaine, Université de Lomé, Togo

Pr Tchilabalo Matchonna KPATCHA, Urologue andrologue, Université de Kara, Togo

Pr Gbati NAPO, Sociologue, Université de Lomé, Togo

Pr Boussanlègue TCHABLE, psychologie de l'éducation, Université de Kara, Togo

Dr Komla ADEVE, MC en gestion, Université de Kara, Togo

Dr Mimboab BAKPA, MC en linguistique, Université de Kara, Togo

Dr Essonam BINI, MC en philosophie éthique et morale, Université de Kara, Togo

Dr Fatoumata COULIBALY, MC en géographie, université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali

Dr Taméon Benoît DANVIDE, Maître de Conférences, EAMAU, Togo

Dr Nadjombé GBEOU-KPAYILE, MC en droit public, Université de Kara, Togo

Dr Assogba GUEZERE, MC en Géographe, Université de Kara, Togo

Dr Koffi KPOTCHOU, MC en sociologie, Université de Lomé, Togo

Dr Yentougle MOUTORE, MC en sociologue, Université de Kara

Dr Palakyém MOUZOU, Maître de Conférences en linguistique, Université de Kara (Togo)

Dr Eralakaza OURO BITASSE, MC en Sociologie, Université de Kara, Togo

Dr Mikémina PILO, MC en économie agricole, Université de Kara, Togo

Dr SOUHO Tiatou, MC en biologie moléculaire, Université de Kara, Togo

Dr Essohouna TANANG, MC en histoire contemporaine, Université de Kara, Togo

Dr Tamegnon YAOU, MC en sociologie, Université de Kara, Togo

Membres du comité de lecture

Pr ALOSSE Dotsè Charles-Grégoire, Université de Kara, Togo

Pr Tchaa BOUKPESSI, Université de Lomé, Togo

Pr KABORE Bernard, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Pr NAPO Gbati, Université de Lomé, Togo

Dr MC AZIALE Komlan Agbetoézian, Université de Kara, Togo

Dr MC KABA Essodinamodom, Université de Kara, Togo

Dr MC MAGNETINE Assindah, Université de Kara, Togo

Dr MC YAOU Tamégnon, Université de Kara, Togo

Dr MC ZONGO Mahamadou, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Dr MA HOUEDIN Bernabe, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

Dr MA GBENOU Vidjannagni Victorin, Université d'Abomey Calavi, Bénin

Dr MA DAHÉ Youldé Stéphane, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Dr SAWADOGO Abdoulaye, Université Joseph Ki-Zerbo, Burkina Faso

Dr TAKOUGNADI Yoma, Université de Kara, Togo

Dr DANSOIP Gountante, Université de Kara, Togo

Dr TCHELEGUE Nadiédjoh, Université de Kara, Togo

M. Edem AGODE, Expert en volontariat et citoyenneté, Togo

POLITIQUE EDITORIALE

(Version anglaise à la fin de ce texte)

Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS) ouvre la voie à la diffusion des travaux originaux sur le volontariat et l'engagement citoyen mais aussi les thématiques connexes. Les travaux soumis peuvent traiter des questions théoriques ou être le résultat des analyses empiriques ou épistémologiques. La revue publie également les travaux des professionnels sous forme de rapport d'intérêt publique ou encore de récit de vie ou expériences originales sur le volontariat et l'engagement citoyen.

Argumentaire

Le volontariat est la forme d'engagement social la plus ancrée dans toutes les sociétés et civilisations (UNV, 2015)¹. Il participe à la construction d'une citoyenneté active et contribue à l'appropriation par les citoyens des enjeux et défis du développement durable. Lorsqu'il est intégré aux politiques de développement, le volontariat contribue à faire progresser les objectifs prioritaires nationaux et internationaux, parmi lesquels l'éducation, la santé, la gouvernance, la réduction de la pauvreté, l'emploi, l'eau et l'assainissement, l'alimentation, la sécurité et la paix, l'environnement, la jeunesse, l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Anticipant les débats sur le programme de développement pour l'après-2015, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 67/138, a demandé au programme des Volontaires des Nations Unies d'élaborer un plan d'action à l'intention des Etats membres qui souhaiteraient, pour la décennie à venir et au-delà, intégrer davantage le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement. Dans le rapport de synthèse du Secrétaire Général des Nations unies du 4 décembre 2014, le volontariat est défini comme un moyen puissant et transversal dans la mise en œuvre des ODD d'où l'implication d'un multi-acteur à l'instar des organisations de volontariat dans la mise en œuvre des ODD.

Toute société est traversée par la question de l'engagement de sa jeunesse. Par leur engagement volontaire, les jeunes jouent un rôle certain dans la dynamisation de la société civile et dans la mise en œuvre des projets de développement durable dans des champs très divers. UN Volontaires (2015) affirme que le désir d'engagement citoyen des jeunes est particulièrement fort et constitue un levier de développement puissant et positif pour le continent. Des cadres d'opportunités et d'échanges, des déclarations internationales voire des commémorations sont consacrées au volontariat en Afrique. Les programmes, politiques et législations nationales en matière de volontariat sont de plus en plus courants dans le contexte africain et du monde entier. Ils constituent des outils importants pour les gouvernements non seulement pour faciliter l'engagement volontaire mais aussi pour faciliter l'insertion

¹ UN Volontaires, 2015, *Rapport sur la situation du 2015 volontariat dans le monde : Transformer la gouvernance*, Washington, PNUD.

socioprofessionnelle et économique des jeunes. L'enjeu de tout ceci, selon Lefèbvre M. (2008)², est de s'assurer que le volontariat ne soit aucunement pas une politique supplétive à la question de l'emploi des jeunes mais un moyen incitatif de participation aux solutions de développement national (SCAPE, 2013).

Par l'engagement des jeunes au profit de leurs communautés, ceux-ci profitent de leur expérience pour développer leur réseau, renforcer leurs capacités personnelles et professionnelles. Le volontariat constitue pour la personne qui s'engage, un double parcours à la fois d'engagement personnel et professionnalisant. Évoluant au sein d'une association, d'un organisme public, d'une collectivité territoriale, le volontaire met à l'épreuve les savoirs acquis, développe le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. Tous ces éléments sont autant d'atouts dans son parcours post-volontariat.

On ne peut parler du volontariat sans parler des mobilités croisées utiles au renforcement de la coopération internationale et au renouvellement des relations entre pays. Elles favorisent une meilleure connaissance mutuelle, la déconstruction de préjugés, l'acquisition de compétences, etc. Les liens tissés entre les jeunes préparent les collaborations de demain. Les questions de mobilité sont également au cœur de toute stratégie nationale de volontariat et sont à mettre en face des enjeux autour de la construction des identités nationales, sous-régionales et continentales.

Au demeurant, le regain d'intérêt constaté auprès des gouvernants, des pouvoirs publics, des organisations de volontariat/des volontaires, de la société civile, des penseurs et chercheurs, du secteur privé (...) et la dynamique que cela implique, mettent le volontariat au cœur des réflexions et des débats à différents niveaux. Il y a lieu, à travers les analyses et les recherches scientifiques, de questionner le volontariat et plus globalement l'engagement citoyen et son lien avec les enjeux émergents qu'ils soient nationaux, sous-régionaux et internationaux.

Il est nécessaire que l'on s'intéresse à la transversalité du volontariat, son évolution et sa dynamique à travers le temps et l'espace, son positionnement comme forme d'engagement et de participation citoyenne et de composante essentielle du développement, de la paix et de la cohésion sociale, sa place dans le développement du capital humain et socioprofessionnel du jeune (transformation et insertion du jeune), sans oublier les enjeux liés à l'évaluation de sa contribution (outils, méthodes et preuves), la valorisation ou formalisation du volontariat traditionnel ou communautaire, sa reconnaissance, etc. De même, de nombreux défis se posent, entre autres : la réduction des espaces relevant de la société civile, la baisse des investissements en faveur du volontariat, les inégalités d'accès aux nouvelles technologies, les lacunes dans la recherche et les données sur le volontariat et l'aggravation des préoccupations suscitées par la sécurité et la protection des volontaires, notamment dans des contextes de crises, les

² Lefèbvre M., 2008, « L'évaluation des savoirs scientifiques : modalités et enjeux », pp. 299-316, in : Schöpfel J., dir., *La publication scientifique : analyses et perspectives*, Paris, Hermès.

cadres politiques, stratégiques, institutionnels et opérationnels de promotion et de gestion du volontariat, la décolonisation du volontariat, etc.

Le volontariat et l'ensemble des questions qu'il soulève impliquent, tant à l'échelle nationale qu'internationale, la nécessité impérieuse pour les gouvernements, la société civile, le secteur privé, le monde universitaire, les médias et les acteurs multinationaux, notamment les entités des Nations Unies, de reconnaître, promouvoir, faciliter et intégrer plus rapidement le volontariat comme valeur commune et transversale. Et c'est pour éclairer les communautés sur le volontariat comme une des formes d'expression de l'engagement citoyen, prise dans sa diversité, sa richesse, dans toutes ses dimensions (générales que spécifiques) que la *Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)* se propose de fédérer les réflexions, les recherches et les travaux scientifiques sur la question. Elle sert de plateforme centrale pour la diffusion de recherches, de bonnes pratiques et d'analyses critiques dans le domaine du volontariat en plein essor. En effet, la revue scientifique dédiée au volontariat répond à la nécessité de mettre en lumière l'importance du volontariat en fournissant des données empiriques, des études de cas et des analyses théoriques, contribuant ainsi à la crédibilité de ce champ d'étude, à la diffusion des connaissances dans ce domaine spécifique, sa reconnaissance et sa valorisation. L'initiative répond donc à un besoin crucial, celui de fournir à la société une plateforme pour la recherche, la discussion et la diffusion des connaissances dans ce domaine vital, y compris les volontaires, les organisations de volontariat, la société civile, les décideurs, les partenaires, etc. Il s'agit à la fois de contribuer à élever les normes de qualité de la recherche sur le volontariat, en favorisant des méthodologies solides, une analyse critique et une évaluation rigoureuse des résultats. Ses axes de recherche sont dynamiques mais se structurent essentiellement en cinq (05) trois axes :

- **Axe 1 : L'engagement citoyen au service du développement**

Cet axe rassemble les recherches globalement centrées sur l'engagement citoyen et le développement. Les recherches classées dans cet axe doivent lire l'impact de l'engagement citoyen sur le développement de la société mais aussi le développement individuel. Elles peuvent aborder la dynamique des relations sociales, les mutations socio-économiques en fonction des spécificités et formes du volontariat.

- **Axe 2 : La dynamique du volontariat : formes et évolution**

Cet axe interroge les nouvelles formes du volontariat aujourd'hui par comparaison aux formes traditionnelles du volontariat. Les textes dans cet axe doivent analyser les fonctions que remplissent le volontariat dans les sociétés modernes mais aussi les différents acteurs et leur rôle dans le développement du volontariat. Les propositions peuvent porter également sur les structures incubatrices du volontariat, leur fonctionnement ainsi que leur stratégie résiliente face aux mutations socio-économiques et culturelles.

- **Axe 3 : L'engagement citoyen et l'insertion des jeunes**

On peut sans doute faire un rapprochement sur l'insertion socioprofessionnelle et l'engagement citoyen entendu que l'engagement citoyen est souvent une immersion dans la vie professionnelle et permet ainsi à l'acteur de développer son réseau professionnel, ses expériences et ses initiatives privées. Les propositions attendues dans cet axe porteront réflexions sur les mécanismes d'insertion professionnelle des acteurs qui s'engagent mais aussi les formes et fonctions d'engagement citoyen.

- **Axe 4 : La politique et la gouvernance du volontariat**

Les propositions dans cet axe s'articuleront autour du cadre législatif de l'engagement citoyen en abordant les textes qui encadrent l'engagement citoyen sous toutes ses formes. Les propositions pourraient faire l'état des lieux des crises liées à l'engagement citoyen et au volontariat en analysant les faiblesses du cadre juridiques et institutionnels.

- **Axe 5 : Le soutien et le plaidoyer pour la reconnaissance du volontariat**

En dépit de l'importance que beaucoup d'État accordent au volontariat, il ne reste pas moins que leur reconnaissance et leur institutionnalisation peut poser des problèmes quant à l'agencement avec les acquis institutionnels. C'est ce qui justifie que le volontariat évolue souvent dans des cadres informels ou sans couverture institutionnelle. Et même lorsqu'elle est institutionnalisée, il est marqué par un faible appui du gouvernement. Les recherches peuvent ainsi aborder les différentes Stratégies de plaidoyers pour légitimer et légaliser le volontariat.

Publications

La *Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)* est éditée par l'agence nationale du volontariat au Togo C'est une revue annuelle organisée pour chaque numéro autour d'une thématique précise qui donne son titre à son volume. Il comporte toutefois une rubrique pour les articles varia.

L'évaluation se fait triple aveugle.

Le temps d'évaluation va de 03 à 06 mois à compter de la réception de l'article et comporte trois niveaux :

Le premier niveau où le texte est retenu avec des modifications majeures. Dans ce cas il est soumis aux mêmes auteurs après le retour de correction. L'interaction se poursuivra jusqu'à ce qu'un avis favorable de publication en l'état soit émis par les 03 évaluateurs désignés.

Le second niveau où le texte est rejeté. S'il est rejeté par deux auteurs sur 03, il ne pourra continuer le processus de publication.

Le troisième niveau où il est rejeté par un évaluateur sur les 03. Le texte sera soumis à un 4^e évaluateur. Si l'avis est défavorable le processus ne pourra continuer.

Chaque numéro paraît au mois de décembre de chaque année. Les propositions de publication doivent parvenir à la direction de la **Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)** au plus tard en mars de chaque année.

Préconisation aux auteurs :

Quelques règles sont à suivre dans la présentation des articles à publier dans la **Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)**. Le respect de ses consignes est obligatoire. Le non-respect conduit à un rejet systématique de l'article. Un modèle de présentation de l'article est annexé.

Règles de base

Le document doit être fourni sous word au format .doc. Pour un article, il doit compter entre environ 30 000 signes et 50 000 signes (espaces compris). Pour les ouvrages, il doit compter entre 350 000 et 700 000 signes (espaces compris)

Les articles doivent comporter un chapeau composé d'un titre ne dépassant pas 20 mots ; le/les noms des auteurs, leur affiliation institutionnelle, leur adresse mail ; un résumé de 1000 signes (espaces compris), de 05 mots clés au maximum. Les mots clés doivent être soigneusement soignés parce qu'ils serviront à l'indexation de l'article. La traduction anglaise du chapeau est vivement recommandée.

Les travaux qui seront fournis avec les schémas, les graphiques, tableaux ou images devront respecter une qualité minimale de 300 dpi. Ces éléments doivent être envoyés en fichiers séparés au texte principal.

Les références bibliographiques et les références aux sources sont données en notes de lecture, placées en fin de texte. On peut également accepter des orientations bibliographiques en fin d'article.

Présentation générale du manuscrit à soumettre

Le manuscrit à soumettre à la **Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)** pour publication doit respecter les standards scientifiques pour ce qui est des articles. Il doit comporter un résumé, l'identité et l'adresse de/des auteur(s), une introduction, un développement qui doit préciser clairement la démarche méthodologique et thériques (pour les travaux qui le nécessite), une conclusion. Il n'est pas exclu que soit accepté les spécificités de présentation en fonction de la nature de la recherche.

Les propositions reçues peuvent prendre la forme des articles scientifiques ou de synthèse, des notes de recherche, des méta-analyses, des communications dans des congrès ou poster de conférences, les rapports d'expertise, etc.

Typographie

Police des caractères et mise en forme des paragraphes :

Times New Roman, taille de caractères 12, avec un interligne de 1,5 pour le corps du texte ; taille 9 pour les notes, avec interligne simple. Justifier les textes, y compris pour les notes.

Aucun retrait ni à gauche, ni à droite du texte, sauf en ce qui concerne les citations longues (0,5 cm de retrait à gauche, texte en caractère de taille 10). Les titres des paragraphes doivent être rédigés en minuscules.

* Caractères gras pour le premier niveau, taille 12 au lieu de 11, sans retrait de ligne

* Caractères gras pour le second niveau, taille 11, sans retrait de ligne

* Caractères italiques pour le troisième, taille 11, retrait de 0,5 cm.

Les noms et prénoms de tous les auteurs et des références citées seront tous écrits en minuscules, seules les initiales en majuscules.

Les références bibliothèques dans le texte seront citées comme suit :

Selon A. Lamboni (2023 : 14) « la syntaxe sera rigoureusement respectée pour éviter le rejet de l'article ». Si le référencement se situe à la fin de la citation, il sera présenté comme suit : (A. Lamboni, 2023 : 75).

Notes

Les notes doivent être placées en bas de page et en numérotation continue.

En bas de page, insérer un espace insécable [Ctrl+Maj.+barre d'espace] entre l'appel de note et le début de la note. Le texte des notes (taille 9, interligne 1,0) devra être justifié, sans retrait de première ligne.

Références bibliographiques, sources et Bibliographie

Les auteurs classés par ordre alphabétique. Nom de l'auteur en petites majuscules, suivi d'une virgule ; puis prénom (en toutes lettres, ou initiale suivie d'un point) ; le titre en italique, suivi du lieu, de la maison d'édition et de l'année d'édition. Tous ces éléments étant séparés par une virgule.

– Dans le cas de textes tirés d’ouvrages collectifs, d’éditions, de traductions : titre de l’article entre guillemets, indiquer « in », puis le titre de l’ouvrage en italique, puis le nom du directeur suivi de (dir.), de l’éditeur suivi de (éd.) ou du traducteur précédé par trad. et d’un espace insécable.

Exemple : Moutoré, Y., « mettre le titre entre guillemet dans le cas d’un texte tiré d’un ouvrage », in *Les cahiers des politiques urbaines en Afrique*, Moutoré (dir.), Kara, Université de Kara, 2023, p. 1-3.

Version anglaise

Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS) opens the way to the dissemination of original work on volunteering and civic engagement, as well as related themes. Submissions may deal with theoretical issues or be the result of empirical or epistemological analyses. The journal also publishes the work of professionals in the form of public interest reports, life stories or original experiences on volunteering and civic engagement.

Context

Volunteering is the most deeply rooted form of social commitment in all societies and civilisations (UNV, 2015). It helps build active citizenship and contributes to citizens' ownership of the issues and challenges of sustainable development. When integrated into development policies, volunteering helps to advance national and international priorities, including education, health, governance, poverty reduction, employment, water and sanitation, food, security and peace, the environment, youth, gender equality and social inclusion. In anticipation of the discussions on the post-2015 development agenda, the United Nations General Assembly, in its resolution 67/138, requested the United Nations Volunteers programme to develop an action plan for Member States interested in further integrating volunteerism into peace and development activities for the next decade and beyond. In the UN Secretary General's summary report of 4 December 2014, volunteering is defined as a powerful and cross-cutting means of implementing the SDGs, hence the involvement of a multi-actor such as volunteer organisations in the implementation of the SDGs.

The commitment of young people is an issue that runs through every society. Through their voluntary commitment, young people play a key role in revitalising civil society and implementing sustainable development projects in a wide range of fields. UN Volunteers (2015) states that young people's desire for civic engagement is particularly strong and constitutes a powerful and positive development lever for the continent. Frameworks of opportunities and exchanges, international declarations and even commemorations are devoted to volunteering in Africa. National volunteering programmes, policies and legislation are increasingly common in the African and global context. They are important tools for

governments not only to facilitate voluntary engagement but also to facilitate the socio-professional and economic integration of young people. According to Lefèbvre M. (2008), the challenge here is to ensure that volunteering is not just a policy to supplement the issue of youth employment, but a means of encouraging participation in national development solutions (SCAPE, 2013).

By getting young people involved in their communities, they benefit from their experience to develop their network and strengthen their personal and professional capacities. For those who commit themselves to volunteering, it is a twofold process of commitment and involvement.

Working for an association, a public body or a local authority, volunteers put the knowledge they have acquired to the test, developing their knowledge, know-how and interpersonal skills. All these elements are assets in their post-volunteer career.

We can't talk about volunteering without mentioning cross-border mobility, which helps to strengthen international cooperation and renew relations between countries. They help people to get to know each other better, break down prejudices, acquire skills and so on. The links forged between young people pave the way for tomorrow's collaborations. Mobility issues are also at the heart of any national volunteering strategy and need to be set against the challenges of building national, sub-regional and continental identities.

The renewed interest shown by governments, public authorities, voluntary organisations/volunteers, civil society, thinkers and researchers, the private sector (...) and the dynamic that this implies, place volunteering at the heart of reflections and debates at various levels. Through analysis and scientific research, there is a need to question volunteering and, more generally, civic engagement and its link with emerging issues at national, sub-regional and international levels.

We need to look at the cross-cutting nature of volunteering, its evolution and dynamics over time and space, its position as a form of civic engagement and participation and an essential component of development, peace and social cohesion, its place in the development of young people's human and socio-professional capital (transformation and integration of young people), not forgetting the issues involved in assessing its contribution (tools, methods and evidence), the valorisation or formalisation of traditional or community volunteering, its recognition, etc. There are also many challenges, including: the shrinking of civil society spaces, the decline in investment in volunteering, inequalities in access to new technologies, gaps in research and development, and the lack of a common approach to volunteering. There are also a number of challenges, including: the shrinking of civil society; the decline in investment in volunteering; inequalities in access to new technologies; gaps in research and data on volunteering; growing concerns about the safety and protection of volunteers, particularly in crisis situations; the political, strategic, institutional and operational frameworks for promoting and managing volunteering; the decolonisation of volunteering, etc.

Volunteering and all the issues it raises mean that, at both national and international level, there is a pressing need for governments, civil society, the private sector, academia, the media and multinational players, particularly United Nations entities, to recognise, promote, facilitate and integrate volunteering more rapidly as a common, cross-cutting value. It is in order to enlighten communities about volunteering as one of the forms of expression of civic commitment, in all its diversity, richness and dimensions (both general and specific) that the *Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)* proposes to federate reflection, research and scientific work on the issue. It serves as a central platform for the dissemination of research, good practice and critical analysis in the rapidly expanding field of volunteering. Indeed, the scientific journal dedicated to volunteering responds to the need to highlight the importance of volunteering by providing empirical data, case studies and theoretical analyses, thus contributing to the credibility of this field of study, the dissemination of knowledge in this specific area, and its recognition and valorisation. The initiative therefore responds to a crucial need, that of providing society with a platform for research, discussion and the dissemination of knowledge in this vital field, including volunteers, voluntary organisations and the general public.

It aims to contribute to raising the quality standards of research on volunteering, by promoting sound methodologies, critical analysis and rigorous evaluation of results. Its lines of research are dynamic but are essentially structured into five (05) three axes:

- Axis 1: Civic engagement for development

This area brings together research focusing on civic engagement and development. Research in this area must examine the impact of civic engagement on the development of society and also on individual development. It can address the dynamics of social relations and socio-economic change in relation to the specific features and forms of volunteering.

- Axis 2: The dynamics of volunteering: forms and changes

This area looks at new forms of volunteering compared with traditional forms of volunteering. Texts in this area should analyse the functions that volunteering fulfils in modern societies, as well as the different players and their role in the development of volunteering. Proposals may also focus on the structures that incubate volunteering, how they operate and their resilience strategy in the face of socio-economic and cultural change.

- Axis 3: Civic involvement and integration of young people

There is undoubtedly a link between socio-professional integration and civic commitment, given that civic commitment often involves immersion in professional life and thus enables players to develop their professional network, experience and private initiatives. The proposals expected in this area will

focus on the mechanisms for professional integration of those who become involved, as well as the forms and functions of civic involvement.

- Axis 4: Volunteering policy and governance

The proposals in this area will focus on the legislative framework for civic engagement by addressing the texts that provide a framework for civic engagement in all its forms. The proposals could take stock of the crises linked to civic engagement and volunteering by analysing the weaknesses of the legal and institutional framework.

- Axis 5: Support and advocacy for the recognition of volunteering

Despite the importance that many states attach to volunteering, the fact remains that its recognition and institutionalisation can pose problems when it comes to fitting in with institutional achievements. This is why volunteering often takes place in informal settings or without institutional coverage. And even when it is institutionalised, it is marked by weak government support. Research can therefore look at different advocacy strategies to legitimise and legalise volunteering.

Publications

The journal *volontariat* is published by Togo's national volunteering agency. Each issue is organised around a specific theme, which gives the volume its title. There is also a section for miscellaneous articles.

Evaluation is carried out on a triple-blind basis.

The evaluation period lasts from 03 to 06 months from receipt of the article and comprises three levels:

The first level, where the text is retained with major modifications. In this case it is submitted to the same authors after the correction feedback. The interaction will continue until a favourable opinion for publication as is issued by the 03 designated reviewers.

At the second level, the text is rejected. If it is rejected by two out of 03 authors, it cannot continue the publication process.

At the third level, the text is rejected by one evaluator out of 03. The text will be submitted to a 4th reviewer. If the opinion is unfavourable, the process cannot continue.

Each issue is published in December of each year. Proposals for publication must reach the journal management by March of each year at the latest.

Advice to authors :

There are a few rules to follow when presenting articles for publication in the journal. Compliance with these guidelines is mandatory. Failure to do so will result in systematic rejection of the article. A model for the presentation of articles is attached.

Basic rules

The document must be provided in Word in .doc format. For an article, it should be between 30,000 and 50,000 characters long (including spaces). For books, it should be between 350,000 and 700,000 characters (including spaces).

Articles must include a heading with a title of no more than 20 words; the name(s) of the author(s), their institutional affiliation and their e-mail address; an abstract of 1000 characters (including spaces) and a maximum of 05 keywords. The keywords must be carefully chosen as they will be used to index the article. An English translation of the chapeau is highly recommended.

Any work supplied with diagrams, graphs, tables or images must be of a minimum quality of 300 dpi. These elements must be sent as separate files to the main text.

Bibliographical references and references to sources are given in reading notes at the end of the text. Bibliographic guidelines may also be accepted at the end of the article.

General presentation of the manuscript to be submitted

The manuscript to be submitted to the journal for publication must comply with scientific standards for articles. It must include an abstract, the identity and address of the author(s), an introduction, a development which must clearly specify the methodological and theoretical approach (for work which requires it), and a conclusion. Specific presentation requirements may be accepted depending on the nature of the research.

Proposals received may take the form of scientific articles or reviews, research notes, meta-analyses, papers presented at conferences or conference posters, expert reports, etc.

Typography

Font and paragraph layout:

Times New Roman, font size 11, with 12 point line spacing for body text; size 9 for notes, with 10 point line spacing. Justify text, including notes.

No indentation to the left or right of the text, except for long quotations (0.5 cm indentation to the left, size 10 font). Paragraph headings should be in lower case.

* Bold type for the first level, size 12 instead of 11, with no line indentation.

* Bold type for the second level, size 11, without line indentation.

* Italics for the third, size 11, indented 0.5 cm.

The surnames and first names of all authors and references cited should be written in lower case, with only the initials in upper case.

Library references in the text should be cited as follows:

According to A. According to A. Lamboni (2023: 14), "syntax must be rigorously observed to avoid rejection of the article". If the reference is at the end of the quotation, it will be presented as follows: (A. Lamboni, 2023: 75).

Notes

Notes should be placed at the bottom of the page and numbered consecutively.

At the bottom of the page, insert a non-breaking space [Ctrl+Shift+Spacebar] between the footnote and the beginning of the footnote. The text of the notes (size 9, 10 point line spacing) must be justified, without indenting the first line.

Bibliographical references, sources and Bibliography

Authors listed in alphabetical order. The author's surname in small capitals, followed by a comma; then the first name (in full, or initial followed by a full stop); the title in italics, followed by the place, the publishing house and the year of publication. All these elements are separated by a comma.

- In the case of texts taken from collective works, editions or translations: title of the article in inverted commas, indicate "in", then the title of the work in italics, then the name of the director followed by (dir.), the publisher followed by (ed.) or the translator preceded by trad. and a non-breaking space.

Example: Moutoré, Y., "mettre le titre entre guillemet dans le cas d'un texte tiré d'un ouvrage", in *Les cahiers des politiques urbaines en Afrique*, Moutoré (dir), Kara, Université de Kara, 2023, p. 1-3.

SOMMAIRE

L'ENGAGEMENT CITOYEN AUJOURD'HUI : CONTRAT SOCIAL OU VERTU, MOUTURE Yentougle	20
LANGUE, CITOYENNETE ET IDENTITE EN AFRIQUE : UN REGARD SOCIOLINGUISTIQUE, MOUZOU Palakyem	30
GOUVERNANCE ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU VOLONTARIAT EN AFRIQUE FRANCOPHONE : UNE ETUDE DU CAS DU TOGO, AGBANGBA Omar et ZOYIKPO Komitse Mawufemo	39
VOLONTARIAT NATIONAL, VALORISATION DE LA CITOYENNETE ET SOCIALISATION DES JEUNES TOGOLAIS AUX VALEURS PROFESSIONNELLES, HUMAINES ET CIVIQUES, TCHELEGUE Nadiedjoh	50
EMERGENCE DES MISSIONS COLLECTIVES D'ENGAGEMENT CITOYEN A L'ANVT AU SERVICE DES COMMUNAUTES TOGOLAISES, BANGANI Nakordja et BABA Bamouni Kodjo	66
DYNAMIQUE DU VOLONTARIAT AU TOGO : ANALYSE DE L'ORGANISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL A PARTIR DE L'EXPERIENCE DU CADRE DU CONCERTATION DES ORGANISATIONS DU VOLONTARIAT AU TOGO, AGOUDA Abdel-Ganiou	82
DYNAMIQUE DU VOLONTARIAT AU SERVICE DE L'AGRICULTURE DURABLE AU TOGO, KPOTCHOU Koffi	104
ANALYSE GENRE DU PROGRAMME DE FORMATION DES VOLONTAIRES D'ENGAGEMENT CITOYEN DE L'ANVT, TOVIELEAGBE Djigbodji Akossiwa , ZOYIKPO Mawufemo et FARE Noufoh	123
L'ENGAGEMENT VOLONTAIRE DES GROUPES D'ENTRAIDE DANS LES REGIONS DE SAVANES ET PLATEAUX AU TOGO, N'DJAMBARA Mahamondou et GOGOLI Esseyram Ablavi	136

DYNAMIQUE DU VOLONTARIAT AU SERVICE DE L'AGRICULTURE DURABLE AU TOGO

KPOTCHOU Koffi

kpotchou@gmail.com

Résumé

L'agriculture durable implique la satisfaction des besoins alimentaires des générations présentes et futures tout en préservant les ressources naturelles. Dans ce cadre, les Volontaires Nationaux à Compétences Agricoles (VNCA) jouent un rôle clé en formant les paysans aux pratiques agricoles écologiques et productives. Cette étude examine l'impact du volontariat agricole sur le développement de l'agriculture durable au Togo en adoptant une approche méthodologique mixte, combinant l'analyse quantitative et qualitative. Les résultats montrent que l'intervention des VNCA contribue à la résilience des paysans face aux changements climatiques, à l'augmentation de la productivité et à l'amélioration des revenus agricoles. Les bénéficiaires recommandent la pérennisation des pratiques agricoles durables, la mise en place d'agropoles et un soutien renforcé de l'État via des assurances et un meilleur équipement des vétérinaires.

Mots clés : Volontariat, agriculture durable, résilience, Togo, développement rural

Abstract:

Sustainable agriculture involves meeting the food needs of present and future communities while preserving natural resources. To do this, a reorganization of the sector is necessary. This is what the National Volunteers with agricultural skills are working on, who support farmers through training to strengthen their capacities and develop new skills for agricultural practices that respect the environment and are capable of generating good yields. This shows the commitment of the National Volunteer Agency in Togo to get involved in the country's agricultural policy. The results are obtained from a mixed methodological approach, combining quantitative and qualitative analysis. They show that the intervention of National Volunteers in agriculture makes it possible to strengthen the resilience of farmers in the face of climate change and to increase productivity and agricultural income. Farmers recommend the perpetuation of sustainable farming methods, the establishment of agropoles in several villages, and increased support from the State, particularly through insurance and equipment for veterinarians for better monitoring of animals. These measures aim to strengthen their role in feeding the population.

Keywords: Agriculture, sustainability, yield, Togo, volunteering

Introduction

La réalisation du programme de l'agenda 2030¹⁰ est un repère fondamental dans le processus de développement durable des nations. Cette réalisation passe par l'achèvement des 17 objectifs de développement durable (ODD) définis à cet effet. Les ODD, s'ils sont atteints, permettront à l'humanité de connaître un développement économique et social profitable aux générations présentes et futures. Mais cette vision est conditionnée par la promotion et la vulgarisation, à toutes les échelles (locales, nationales et internationales), de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles épuisables dans la production et par l'adoption universelle de l'approche de gestion écologique des déchets profitables à tous les habitants de la terre à terme. D'où la promotion des modes de production et de consommation durables par les Nations Unies depuis Stockholm¹¹. Cependant, de Stockholm (1972) à la COP 21¹² en passant respectivement par Rio 1992 et Johannesburg (2002), et Rio +20 (2012), certes, des améliorations ont été constatées dans la lutte contre le couplage du développement à la dégradation des écosystèmes, mais plusieurs efforts restent à faire (Paquet J., 2012, p. 1-2).

Pour les pays en développement, il est essentiellement préconisé de lutter contre la faim, la pauvreté extrême, la précarité et la vulnérabilité sociales et économiques considérées comme les facteurs fondamentaux qui les ralentissent dans leur évolution et de fonder le développement sur l'utilisation de technologies écologiques favorables au bien-être socioéconomique des populations. L'alimentation et la nutrition représentent un défi majeur auquel l'ensemble de ces pays en développement font face au quotidien. En effet, « la sécurité nutritionnelle et alimentaire demeure une composante du développement humain durable au point qu'elle transparait clairement dans les Objectifs de

¹⁰ L'Agenda 2030 permet d'articuler l'action autour de cinq piliers : planète, population, prospérité, paix et partenariats. Ainsi, le Togo ambitionne de devenir un pays émergent avec des projets et programmes qui prennent en compte les besoins de toutes les populations à la base. Le pays, à cette période, sera une nation économiquement, socialement et démocratiquement solide, stable, solidaire et ouvert sur le monde.

¹¹ Première conférence des Nations Unies sur l'environnement, du 5 au 16 juin 1972 à Stockholm (capitale de la Suède).

¹² « La COP21 est la 21^e Conférence des parties (COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992, réunissant **195 États et l'Union Européenne**, après celle de Varsovie (COP19) et Lima (COP20). Elle s'est tenue du **30 novembre au 11 décembre 2015** à Paris-Le Bourget sous la présidence française. »

« Une COP est une grande **conférence internationale sur le climat** qui réunit les États engagés depuis 1992 par la **Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**. COP signifie "Conference of parties", les "parties" étant les signataires de la Convention (195 pays + l'Union européenne). L'objectif est de faire le point sur l'application de la Convention et négocier les nouveaux engagements. » Voir : <https://www.apc-paris.com/cop-21> consultée le 2 mai 2024 à 11h10.

développement durable (ODD), notamment l'ODD2 : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » (Kpotchou K., 2024, p. 107-108).

Pour moderniser l'agriculture togolaise et la rendre durable, des politiques sont élaborées et exécutées à travers des programmes et des projets de lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition. De ce fait, le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) 2010-2015 a été élaboré pour améliorer la production vivrière au Togo. Des projets ont été opérationnalisés, à l'instar du Projet d'appui au développement de l'agriculture au Togo (PADAT), le Projet d'amélioration de la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) et le Projet d'appui au secteur agricole (PASA) (République togolaise, 2018, p. 28-29). En outre, d'autres projets visant à promouvoir, à accroître l'accès au foncier rural et à faciliter l'aménagement des aires culturelles ont été mis en œuvre. À ce niveau, on peut citer le Projet d'aménagement et de réhabilitation des terres agricoles de Mission Tové (PARTAM), le Projet d'aménagement de la basse vallée du Mono (PBVM), le Projet de développement intégré de la plaine de Mô (PDRI-MÔ), le Projet de développement rural de la plaine de Djagblé (PDRD) et le Projet de développement pour la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K) (République togolaise, 2018, p. 28).

Pour accompagner ces actions, des mécanismes innovants tels que des fonds compétitifs, des lignes de crédit et des fonds de garantie sont mis en place et rendus fonctionnels. C'est le cas du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), de l'Accès des agriculteurs aux services financiers (AGRISEF) - volet agricole du Fonds national de la finance inclusive (FNFI), du Projet de soutien aux activités économiques des groupements (PSAEG), et du Projet de plantes à racines et tubercules (PRT). Ces initiatives respectivement évoquées ont non seulement pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire mais aussi de favoriser une agriculture saine, biologique et durable.

Dans le but d'appuyer les actions du gouvernement togolais en faveur de l'agriculture durable, l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT¹³) déploie les volontaires dans les campagnes en vue de soutenir les paysans dans leurs activités agricoles. Les statistiques obtenues à l'ANVT montrent, au total, une mobilisation de 205 volontaires entre 2020 et 2023 à cet effet. Dans les détails, en 2020, au moins 20 volontaires, répartis sur l'ensemble du territoire togolais, ont appuyé 634 paysans pour l'octroi de crédits agricoles et accompagné 2176 autres dans leurs activités. Pour l'année 2021, 95 volontaires, répartis sur l'ensemble du territoire, ont appuyé 274 paysans dans l'octroi de crédits agricoles et accompagné 5191 autres dans leurs activités. Pour l'année suivante, c'est-à-dire 2022, 74 volontaires,

¹³ L'Agence Nationale pour le Volontariat au Togo (ANVT), un Établissement Public doté de personnalité morale et de l'autonomie financière institué par le décret n°2014-151/PR du 09 juillet 2014, avec pour mission de « valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par la mise à disposition de compétences nationales ».

répartis sur l'ensemble du territoire, ont appuyé, pour l'octroi de crédits agricoles, 1 368 paysans et accompagné 12 029 autres dans leurs activités. Enfin, pour l'année 2023, 16 volontaires, de profil techniciens supérieurs agricoles, ont accompagné 1608 bénéficiaires dans le renforcement de leurs activités et traité 159 animaux signalés pour des cas de maladies. Ces initiatives effectuées, en trois ans, ont influencé favorablement les pratiques agricoles des paysans et amélioré leur productivité.

À l'évidence, ces données évolutives montrent l'engagement de l'ANVT à s'impliquer dans les orientations agricoles au Togo. Au regard de ces avancées, marquées d'adaptation et de transformation, comment la dynamique du volontariat contribue-t-elle à une agriculture durable au Togo ?

Face à cette interrogation, la recherche répond provisoirement que la dynamique du volontariat togolais pour une agriculture durable s'explique par les actions des Volontaires nationaux de compétences agricoles (VNCA). L'objectif poursuivi est d'analyser la contribution du volontariat au développement de l'agriculture durable au Togo. Pour ce faire, la démarche méthodologique suivie est d'abord déclinée. Les résultats obtenus sont ensuite présentés puis discutés.

1. Approche méthodologique

La démarche méthodologique mixte a été privilégiée, à savoir l'approche qualitative et quantitative avec les techniques de collecte de données y afférent, notamment la revue documentaire, l'entretien et l'administration du questionnaire.

L'enquête documentaire s'est appuyée sur la consultation des ouvrages, d'articles et de rapports spécialisés. Elle a permis de faire le point sur les différentes politiques mises en œuvre par le gouvernement en faveur de l'agriculture et l'Agence nationale du volontariat au Togo dans l'accompagnement des agriculteurs.

L'enquête de terrain s'est déroulée dans les cinq régions administratives du Togo et le Grand Lomé. La cible considérée est d'abord les VNCA et ensuite les paysans ayant bénéficié d'un appui d'un VNCA. Les VNCA, recensés à partir des bases de données de l'ANVT, sont de profils divers : ingénieur des travaux agricoles, phytotechnicien ; ingénieur agronome ; technicien supérieur agricole ; et ingénieur zootechnique. Le tableau suivant donne la répartition de l'échantillon.

Tableau 1 : Synthèse de la taille de l'échantillon selon les types d'enquête

Régions d'enquête	Effectif selon le type d'enquête		Total
	Qualitative	Quantitative	
Grand Lomé	2	6	8
Maritime	5	8	13
Plateaux	7	8	15
Centrale	3	7	10
Kara	5	8	13
Savanes	3	8	11
Total	25	45	70

Source : constitué dans le cadre de cette recherche, juillet 2024.

L'enquête qualitative a touché 25 VNCA et 10 paysans assistés par les VNCA soumis à des discussions semi-directives de groupe (soit 2 focus groups) et à des entretiens individuels (14 au total). Concernant l'enquête quantitative, 45 paysans bénéficiaires d'appui et accompagnement des VNCA ont été soumis chacun à un questionnaire.

Les informations collectées à partir des outils adaptés à chaque technique retenue ont suivi de traitement et d'analyse de contenu. Les principaux constats faits et les interprétations qui en résultent sont, dans un premier temps, présentés sous forme de résultats, lesquels sont, dans un second temps, discutés.

2. Résultats

2.1. Rencontre volontaires et paysans : profils et domaines d'intervention

Dans la sous-région ouest-africaine et précisément au Togo, l'agriculture reste le moyen privilégié qui permet de lutter contre la faim et l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, des actions sont menées afin de soutenir le gouvernement dans son programme de promotion de l'agriculture durable.

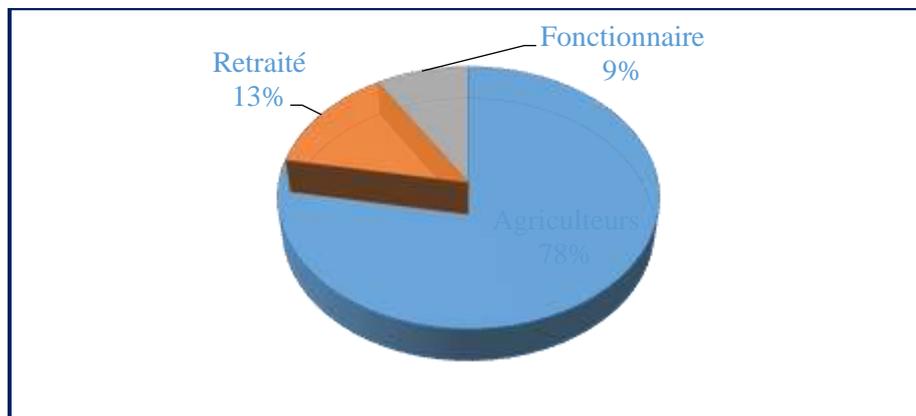
En effet, des volontaires déployés sur le terrain, présumant qu'il existe une proximité entre les paysans et les volontaires dans la pratique des activités agricoles. Dans leurs fréquentations quotidiennes, les volontaires et les paysans se côtoient dans le but de travailler ensemble pour atteindre leurs objectifs. Dans cette rencontre, ces deux acteurs s'affirment avec des profils divers. Concernant les volontaires, les enquêtes ont montré les résultats suivants à propos de leurs profils :

Tableau 2 : Profils des VNCA enquêtés

Profils	Effectifs	Pourcentage
Ingénieur des travaux agricoles, phytotechnicien	6	24
Ingénieur agronome	8	32
Technicienne Supérieure Agricole	6	24
Ingénieur Zootechnique	5	20
Total	25	100

Source : Données de terrain, juillet 2024

La lecture de ce tableau montre que les volontaires qui accompagnent les paysans dans leurs activités agricoles ont des profils diversifiés. Parmi les volontaires que nous avons eu à enquêter, il y a surtout des ingénieurs agronomes (32%) et des techniciens supérieurs agricoles (24%). L'analyse de ces profils permet d'apprécier la diversité des compétences mobilisées par l'ANVT pour accompagner les paysans en vue d'une agriculture durable. Cependant, qui sont ces paysans que les volontaires côtoient et assistent ? Le graphique 1 suivant renseigne les profils des paysans enquêtés :

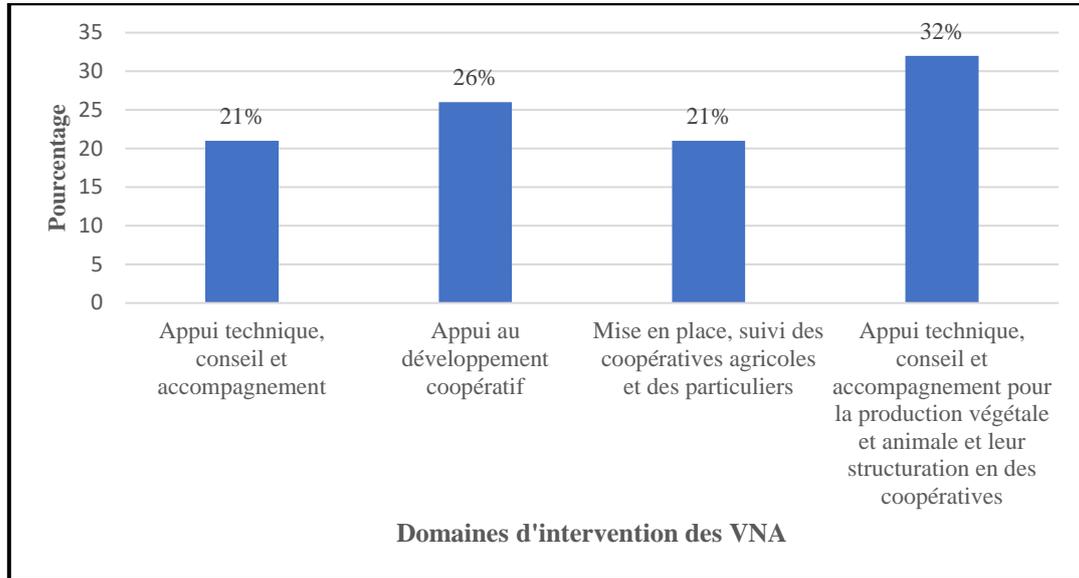


Source : Données de terrain, juillet 2024

Graphique 1 : Profils des paysans enquêtés

D'après les données du graphique 1, la majorité des paysans enquêtés sont des agriculteurs (78%), c'est-à-dire qu'ils se donnent complètement aux travaux des champs et à l'élevage. Certains parmi eux se donnent aux travaux champêtres après leur retraite (13%) tandis que d'autres, 9% sont des fonctionnaires mais font des champs. L'analyse des résultats montre que les volontaires travaillent généralement avec des hommes de métier qui font de l'agriculture, leur projet de vie.

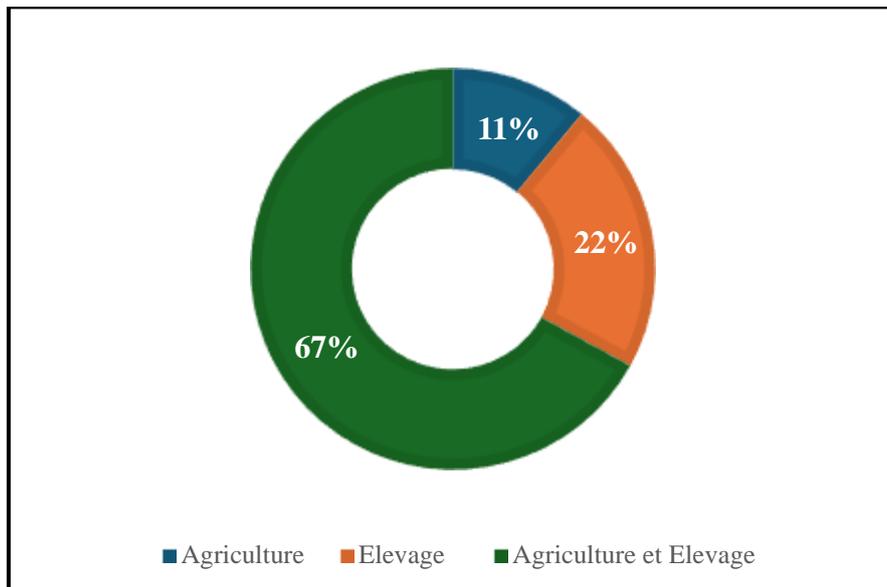
L'accompagnement des paysans se fait dans plusieurs domaines agricoles comme l'indique le graphique ci-après.



Source : Données de terrain, juillet 2024

Graphique 2 : Répartition des VNCA enquêtés selon leurs domaines d'intervention

À travers le graphique 2, on peut constater que l'accompagnement des paysans consiste en premier en un appui technique des paysans (32%) pour des productions végétales et animales. Vient en deuxième lieu, l'appui au développement coopératif (26%). Qu'en est-il de la diversification du domaine d'activité des paysans ?



Source : Données de terrain, juillet 2024

Graphique 3 : Domaine d'intervention des paysans

L'analyse de ce graphique montre que la majorité des enquêtés, plus des deux tiers (soit 67%), interviennent à la fois dans l'agriculture et l'élevage. C'est dire que la plupart des paysans associent à la culture du sol, l'élevage.

Bien qu'ils soient de profils et domaines d'intervention différents, ces acteurs (paysans et volontaires) se côtoient et travaillent ensemble. Ce qui signifie que la dynamique agricole impulsée par l'ANVT, renforce la sociabilité et favorise l'intégration. Parfois, bien qu'ils soient affectés dans une localité dont ils ne sont pas originaires, avec des différences culturelles, les volontaires arrivent à collaborer avec les paysans et à travailler cordialement comme le soulignent les propos de ce volontaire :

Moi je suis Éwé du Sud-Togo mais on m'a affecté dans la région de la Kara. Les localités où j'interviens, ce sont les Kabyè seulement. Au début, je pensais que j'aurai trop de difficultés à m'intégrer surtout lors des formations et interventions pratiques ; mais lorsque je suis arrivé, la réalité est tout autre. J'ai compris que ce sont des gens accueillants et qui aiment écouter et mettre en pratique ce qu'on leur dit.

Ces propos montrent qu'au-delà de l'agriculture, il existe une interculturalité et l'inclusion sociale entre les acteurs qui n'avaient rien en commun au départ. Ceci se confirme par les propos d'un autre volontaire :

Actuellement, je suis presque à la fin de mon contrat avec l'ANVT. Il ne me reste que 5 mois mais je ne regrette pas d'avoir travaillé dans ce village. Je m'entends bien avec les paysans et je suis sûr que ce contact va demeurer longtemps même si je pars. Il faut dire que ce sont des gens très ouverts et ils sont très disposés à mettre en pratique ce qu'on leur montre. Depuis que je suis arrivé, c'est ici que je suis logé et lorsque je veux rentrer chez moi, je reçois des cadeaux. En plus, c'est ici j'ai rencontré une fille qui est devenue mon épouse.

Par ailleurs, il est constaté que, par leur dynamisme dans leurs interventions, le secteur agricole commence à être mieux encadré et soutenu de nos jours. D'où la nécessité de préciser les effets de l'intervention des volontaires sur les rendements agricoles.

2.2. Effets de l'intervention des volontaires sur les rendements

Face aux changements climatiques intervenus ces dix dernières années (selon l'Agence nationale de la météorologie ANAMET, 2024), l'agriculture togolaise a subi des chocs qui ont influencé les rendements agricoles. Toutefois, avec les politiques agricoles mises en œuvre, les paysans ont commencé par redonner vie à l'agriculture. Ainsi, l'intervention des volontaires leur a permis d'avoir des pratiques innovantes pour faire face aux changements climatiques et booster leurs rendements agricoles.

Dans certains milieux, l'agriculture était toujours pratiquée de manière traditionnelle avec l'utilisation des techniques rudimentaires et archaïques. Cependant, avec l'implication du volontariat à travers

l'engagement des volontaires techniciens agricoles, certains de ces milieux ont et continuent de bénéficier de l'accompagnement technique des agronomes pour un changement de pratiques, ce qui est relaté par un enquête VNCA :

Dès notre arrivée ici, nous avons constaté que beaucoup de paysans ne maîtrisaient pas les différents cycles de semis. Et aussi, ils méconnaissent les nouvelles variétés à haut rendement et les itinéraires techniques des différentes cultures. Nous les avons accompagnés dans ce domaine et cela a eu des effets positifs sur leurs rendements.

Pour certains enquêtés, c'est avec l'arrivée et les conseils des volontaires que les producteurs agricoles ont maîtrisé les bonnes techniques de production depuis la sélection des semences jusqu'à la récolte. Le propos ci-après d'un VNCA illustre le constat :

Avant notre arrivée, les paysans utilisaient des outils et méthodes peu développés, ce qui ne leur permettait pas d'avoir de bons rendements. Comme outils et méthodes peu développés, nous avons l'utilisation des semences non certifiées, le non-respect du moment de l'épandage de l'engrais... Ainsi, à travers des Champs Écoles Agriculteurs que nous animons, nous les formons sur les bonnes pratiques agricoles, en commençant par le choix du site de production, des semences, le semis, la période idéale de récolte, et même les activités post récolte. Nous les appuyons aussi pour l'évaluation de leurs rendements agricole et économique en vue de faciliter une comparaison avec les résultats passés.

Les interventions des volontaires permettent aux producteurs suivis de connaître et de maîtriser les éléments essentiels en matière d'approvisionnement en produits agricoles. Ainsi, à travers l'appui des volontaires, « les paysans arrivent à faire des achats groupés, à augmenter leurs rendements et à élaborer un compte d'exploitation afin d'acquérir les intrants nécessaires pour la production » (propos d'un VNCA). Aussi, avec l'intervention des VNCA, les paysans parviennent à développer de nouvelles stratégies pour faire face un tant soit peu aux effets des changements climatiques et à augmenter leurs rendements comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et leurs effets sur les rendements

Stratégies d'adaptation aux changements climatiques	Effets sur le rendement aujourd'hui				Total	
	Oui		Non		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Prise d'informations météorologiques	18	40	0	0	18	40
Pratiques de l'assolement des sols avec des techniques écologiques	15	33,3	0	0	15	33,3
Détection et vaccination des animaux contre les maladies	9	20	3	6,7	12	26,7
Total	42	93,3	3	6,7	45	100

Source : Données de terrain, juillet 2024

Les données de ce tableau font constater que 93,3% des enquêtés ont confirmé l'effet des stratégies d'adaptation enseignées par les VNCA sur les rendements. Parmi ces stratégies d'adaptation aux changements climatiques, 40% des paysans enquêtés ont déclaré qu'ils ont pris l'habitude de chercher les informations météorologiques agricoles auprès des volontaires qui s'informent au niveau de la Météo-Togo. Ces informations les guident beaucoup pour le début des campagnes agricoles qui ne sont plus stables. La pratique de l'assolement des sols avec des techniques écologiques est aussi une stratégie contre les effets des changements climatiques selon 33,3% des paysans enquêtés. La détection des maladies et la vaccination des animaux rentrent également dans les stratégies d'adaptation aux changements climatiques qui affectent l'élevage (26,7%) des enquêtés.

Pour appuyer les paysans, les volontaires leur montrent les bonnes pratiques agricoles à adopter du début jusqu'à la fin d'une production. Ils les accompagnent également par des renforcements des capacités en matière d'élevage et de mécanismes d'octroi de crédits agricoles. Ces accompagnements renforcent les savoir-faire des bénéficiaires pour une agriculture durable. Ils permettent aux paysans d'avoir plus de rendement sur le plan de la productivité. Les propos suivants d'un enquêté sont une illustration :

L'intervention des volontaires m'a permis dorénavant de savoir comment mieux gérer mes activités champêtres pour avoir plus de rendement. Grâce à ce qu'ils nous ont appris, je sais quand planter, quand récolter ; quelles cultures planter lorsque la saison sèche approche et lesquelles pendant la saison des pluies. Je sais maintenant où trouver mes semences et aussi, en cas de souci, je peux me rendre à ICAT

ou ITRA pour des conseils ou achats. Avec ce bagage, j'ai pu augmenter ma surface cultivable. D'un hectare de maïs il y a 8 ans, je suis à 3 hectares de maïs associé au manioc et ananas cette année (propos d'un paysan).

Le renforcement des capacités des paysans dans leurs activités leur permet, non seulement de renforcer leur sécurité alimentaire, mais aussi de pratiquer une agriculture biologique et durable. En effet, en leur faisant bénéficier des projets de l'État dans le secteur agricole, l'intervention du volontariat a fait progresser les rendements agricoles, la production en élevage et le gain. « Avec l'accompagnement du volontaire qui est chez nous, je ne sème plus en désordre. J'attends toujours son OK pour semer et la saison est bonne, pas trop de manque de pluie. Mes chèvres et moutons sont aussi suivis et vaccinés. La vente de bêtes m'a rapporté plus de 500 000 F CFA en 2023. Mais ce n'est que le début. J'envisage 1 million dans deux ans. »

Les paysans suivis dépassent désormais des méthodes de production traditionnelles et adoptent des méthodes de production plus améliorées. La plupart se mettent en coopératives pour travailler ensemble en fonction de leur objectif. L'introduction de nouvelles techniques agricoles permet aux paysans d'accroître leurs rendements et de faire des bénéfices sur leurs productivités. Aussi faut-il noter que ces paysans ont la maîtrise de la protection, de la valorisation des ressources naturelles et ont amélioré leurs stratégies de résilience face aux changements climatiques. Cette nouvelle donne constitue une nécessité de nos jours au détriment des pratiques anciennes, d'autant plus que l'objectif est de permettre aux paysans de satisfaire leur auto-suffisance alimentaire en diversifiant les produits agricoles et en multipliant leur gain économique. Les propos suivants d'un enquêté illustrent mieux les faits :

Avant, on n'arrivait vraiment pas à maîtriser le cycle des saisons et nous ne faisons que ce que nous ont légué nos grands-parents en matière d'agriculture. Aujourd'hui, les contextes ont changé, il ne pleut plus comme avant et nous sommes contraints à produire plus qu'avant ; ce qui fait que nous avons de la difficulté. Mais avec l'accompagnement et le soutien des techniciens volontaires, nous sommes capables aujourd'hui de maximiser nos rendements agricoles.

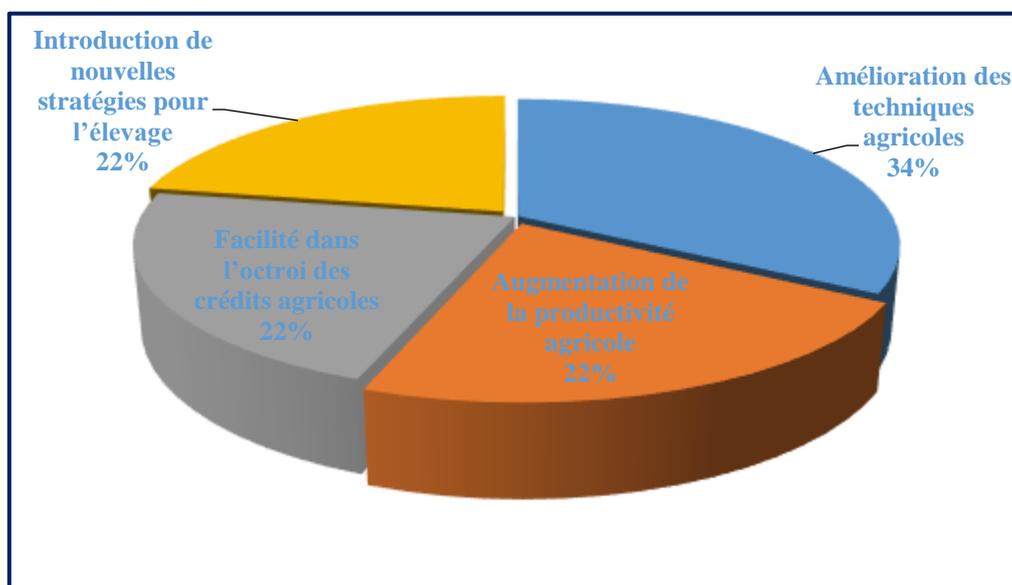
Même si l'introduction des nouvelles techniques dans la pratique agricole a fait changer les manières de faire l'agriculture des paysans, il faut reconnaître tout de même que certains paysans n'ont pas abandonné les anciennes pratiques. Certains sont restés conservateurs comme le témoignent les propos de ce volontaire :

Nous aidons les paysans, à travers notre intervention, à mieux produire en vue d'améliorer leur rendement. Nous les encourageons à se mettre ensemble en coopérative pour un intérêt commun. L'inconvénient c'est parfois la réticence de certains paysans à abandonner leurs anciennes habitudes pour adopter des méthodes plus améliorées que nous leur proposons.

Pour un autre enquêté :

Avant, nos grands-parents se mettaient ensemble pour faire l'agriculture mais avec les mutations socioéconomiques, on constate que c'est l'individualisme. C'est ce qui explique le fait que chacun préfère faire son champ seul selon ses moyens et ses savoir-faire. Mais avec l'intervention des volontaires, nous avons compris que nous ne pouvons pas mieux faire sans l'autre, car pour certains avantages il faut être en coopérative.

S'il est évident que les VNCA constituent un appui, accompagnement et renforcement des capacités des paysans, comment ces derniers perçoivent-ils et mettent-ils ces stratégies en œuvre dans leurs activités agricoles ?



Source : Données de terrain, juillet 2024

Graphique 4 : Répartition des enquêtés selon leurs perceptions sur les services rendus par les VNCA

Les données du graphique 4 montrent la perception que les répondants ont sur les services rendus par les VNCA lors de leurs interventions. En effet, plus du tiers des enquêtés (34%) qui sont des paysans bénéficiaires des services des VNCA considèrent que l'intervention des volontaires (technicien agricole, ingénieur agronome) a contribué à l'amélioration des techniques agricoles. Dans une proportion de 22%, les paysans perçoivent l'action des volontaires respectivement comme un moyen d'augmenter la productivité agricole, une introduction de nouvelles stratégies pour l'élevage ou encore comme une facilité dans l'octroi des crédits agricoles. Le témoignage suivant d'un paysan est évocateur :

Avec les nouvelles pratiques enseignées par nos techniciens, nous arrivons aujourd'hui à récolter beaucoup plus qu'avant. Aussi, nous avons la possibilité d'avoir des prêts à la banque pour faire nos champs à condition de mettre en garantie nos champs ; ce qui n'était pas possible avant (propos d'un paysan).

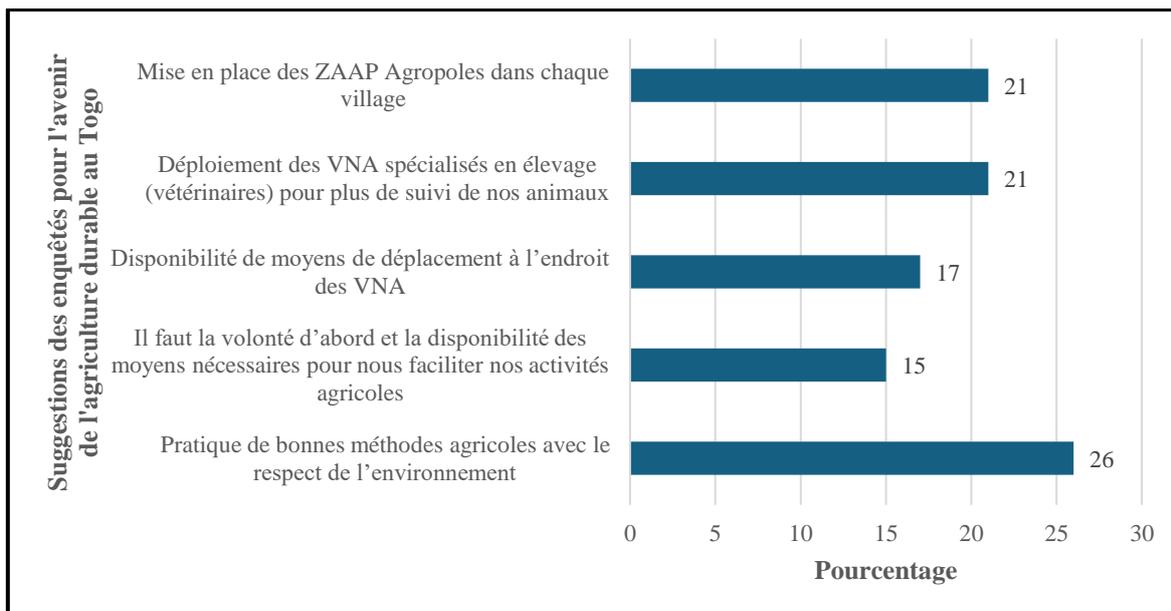
Même s'il est admis, et comme le souligne l'enquête cité ci-haut, que les paysans ont aujourd'hui accès à des crédits agricoles, il faut reconnaître tout de même que ces crédits sont conditionnés par la mise en garantie des champs. Ce qui ne leur permet pas de réaliser leur plein épanouissement car ils sont sans couverture sociale. Étant donné ce défaut d'assurance, de sécurité sociale, en cas de difficulté à rembourser les prêts (inondation, sécheresse prolongée, vol, etc.), le paysan répondra seul devant son créancier alors qu'il produit pour nourrir tout le pays.

2.3. Volontaires et perspectives pour une agriculture durable au Togo

L'agriculture durable suppose la capacité de satisfaire les besoins alimentaires des communautés présentes et futures en préservant également l'environnement. C'est pourquoi, l'accompagnement des volontaires concerne aussi la préservation des ressources naturelles et animales. Le témoignage suivant explique mieux ce constat :

Je fais l'élevage des moutons et de volailles ça fait déjà plusieurs années. Il faut reconnaître que beaucoup de mes bêtes mourrait et je ne comprenais pas pourquoi. Car, j'éleve beaucoup de bétails mais c'est la peste qui prenait une grande partie. La vaccination était parfois difficile et parfois inexistante. Aujourd'hui, avec la présence des volontaires nous sommes accompagnés et nous suivons beaucoup de formations qui nous aident dans ce sens. Je suis capable moi-même maintenant de vacciner mes bêtes.

L'agriculture durable consiste d'abord, à faire en sorte qu'aucun individu ne vive sous-alimenté et ensuite elle permet aux paysans de vivre de leurs activités agricoles avec une autonomisation sur le long terme. Elle est aussi et surtout cette agriculture qui se fait sur le long terme avec des techniques durables. Lors de nos investigations, les enquêtés n'ont pas manqué de donner quelques propositions pour plus d'accompagnement et de pérennisation de leurs activités. Les résultats issus de ce constat sont présentés dans le graphique qui suit :



Source : Données de terrain, juillet 2024

Graphique 5 : Suggestions des enquêtés pour l'avenir de l'agriculture durable au Togo

L'analyse de ce graphique montre les propositions des enquêtés pour un meilleur accompagnement dans les activités agricoles. On peut citer, entre autres, la pratique de méthodes agricoles respectueuses de l'environnement (26%), le déploiement des VNCA spécialisés en élevage (vétérinaire) pour plus de suivi des animaux (21%), la mise en place des ZAAP Agropoles dans chaque village (21%) et la mise à disposition des VNCA des moyens de déplacement (17%).

Tout ceci ne peut se réaliser sans une volonté politique et une implication des parties prenantes. La nécessité de pérenniser les actions à travers le dynamisme des volontaires permet d'atteindre cet objectif à travers l'accélération de la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles.

Dans cette logique, un VNCA dans un village laisse entendre :

Pour la pérennisation des interventions, je propose qu'on accorde toujours de l'importance au secteur de l'agriculture qui est un domaine de développement de l'économie du Togo. En ce sens, il faut toujours initier des actions permettant de toujours appuyer et accompagner les paysans dans leurs activités. Il faut que l'Etat, dans un bref délai, arrive à trouver une prime spéciale pour accompagner les paysans ; il doit également penser aux petites machines pour le sarclage au lieu des tracteurs qui ne sont pas parfois adaptés à nos réalités.

Pour un autre enquêté : « Il faut un renforcement de l'effectif des conseillers agricoles pour la vulgarisation des bonnes pratiques agricoles sur toute l'étendue du territoire national ». Les propos ci-dessus, témoignent non seulement l'importance de pérenniser les actions entreprises par les volontaires dans leurs interventions, mais aussi et surtout d'augmenter le nombre de volontaires pour couvrir

beaucoup de localités rurales. Même si les VNCA ont un contrat de deux ans avec l'ANVT, il faut, cependant, mettre en place un système et des outils permettant de faire le suivi des projets et des actions qui ont été initiés.

3. Discussion des résultats

À travers les résultats de cette recherche, on a pu constater que le Togo présente des aspects potentiellement bénéfiques pour le développement durable du pays à travers la dynamique du volontariat au service de l'agriculture. Selon ces résultats, l'intervention des VNCA dans l'agriculture permet de renforcer la résilience des paysans face aux changements climatiques, de réduire la pauvreté et la malnutrition pour accroître la productivité et les revenus agricoles. Ces résultats corroborent plusieurs travaux scientifiques. En effet, la qualité des sols agricoles résulte de l'absence de pratiques adéquates d'amendement des sols, de rotation des cultures et de jachère (E. Barbier et J. Hochard, 2016 ; D. S. Ameyaw et T. S. Jayne, 2016). Pour V. Kelly, A. Adesina et A. Gordon (2003), l'agriculture est caractérisée par l'inefficacité de la distribution des intrants et des crédits ainsi que le niveau insuffisant des investissements publics. Pour ce faire, le gouvernement doit consacrer ses efforts à la fourniture de biens publics (routes, irrigation, éducation de base, systèmes d'information sur les marchés, recherche et vulgarisation agricoles). C'est pourquoi le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) s'est donné pour mission d'aider les pays africains à éliminer la faim et réduire la pauvreté en favorisant la croissance économique par un développement axé sur l'agriculture ainsi que la promotion d'une augmentation des crédits budgétaires nationaux pour le secteur agricole. Grâce à ce programme les pays africains devraient accroître le niveau d'investissement dans l'agriculture en consacrant au moins 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural et atteindre un taux de croissance agricole d'au moins 6% par an (BAD, 2023).

L'autre trait caractéristique de l'agriculture togolaise sur lequel touché par les résultats de cette investigation est son caractère traditionnel et le fléau de la main-d'œuvre qui se raréfie. L'agriculture, demeurée traditionnelle et archaïque, a entraîné la fuite de beaucoup de jeunes des milieux ruraux vers les zones urbaines à la recherche du mieux-être. Cela rejoint les résultats de K. Akakpo (2019, p.193) qui souligne que « l'absence de la main-d'œuvre familiale dans les travaux champêtres constitue l'un des facteurs de la non-exploitation des héritages fonciers dans la région maritime du Togo ». Même conclusion chez K. Kpotchou et K. S. Attiogbé (2019) qui ont montré que la baisse des rendements agricoles en milieu ouatchi au Sud-est du Togo « s'expliquent par la persistance de pratiques agricoles endogènes chez les paysans ». Ces pratiques, non seulement demeurent archaïques mais également, ne permettent pas aux paysans de jouir de leur autonomie. Pour pallier ces difficultés et relancer l'agriculture togolaise, le gouvernement a initié, au cours de ces dernières années, des projets et des actions en faveur des paysans. Convaincu de cette nécessité d'urgence dans le domaine agricole, l'ANVT, à son tour, s'est donnée pour mission de contribuer, par l'intervention des VNCA, à valoriser

l'agriculture. Ceci confirme la nécessité de l'intervention des volontaires qui appuient les paysans dans le but de les accompagner pour améliorer leurs rendements.

Le Togo, par l'entremise de l'ANVT, grâce au volet Volontaires Nationaux de Compétences en agriculture, contribue dans ce sens à relever le niveau de productivité agricole et à accompagner les paysans dans leurs activités. L'ANVT déploie, sur la base de sa feuille de route, des jeunes diplômés compétents dans le domaine de l'agriculture afin de faire valoriser leurs talents.

Cette recherche a montré, à travers leurs profils et domaines d'intervention, que la rencontre entre les paysans et les volontaires permet de créer de nouvelles relations qui sont au-delà même des attentes. En effet, la rencontre entre les deux groupes d'acteurs donne l'occasion aux membres de la communauté de s'impliquer activement dans des projets agricoles locaux, renforçant ainsi le lien social et la coopération entre les agriculteurs et les volontaires. Ces derniers, souvent dotés de connaissances spécifiques en agriculture durable, transmettent des techniques innovantes aux paysans locaux, à l'instar de l'agroécologie, la permaculture, et d'autres pratiques respectueuses de l'environnement. Ils organisent des formations et des ateliers qui donnent de nouvelles compétences aux paysans pour adopter des pratiques agricoles durables. La diversification des cultures et l'augmentation des revenus des agriculteurs, tout en préservant les ressources naturelles, constituent une promotion des techniques agricoles durables.

Les résultats susmentionnés confirment que les VNCA sont des ingénieurs en agriculture intervenant dans l'appui technique, le conseil et l'accompagnement des paysans pour la production végétale, animale et leur structuration en coopératives. Par ces actions, ils sont capables de mener à bien leurs missions dans le but d'atteindre l'objectif de l'ANVT dans sa politique de soutien au gouvernement dans le domaine de l'agriculture. Le Togo, à travers sa nouvelle politique agricole qui couvre la période 2017-2026, le Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN), ambitionne de créer une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents durables et capables de réduire la pauvreté et la vulnérabilité, particulièrement en milieu rural. En même temps que les volontaires accompagnent les paysans pour accroître leur productivité et aller vers une agriculture durable, ils concourent au développement économique des paysans et sont en harmonie avec les objectifs du PNIASAN.

Dans un contexte de savoir-faire et de pratique lié à l'agriculture, le renforcement des capacités et la formation des acteurs constituent une nécessité. Comme le soulignent S. Sakho-Jimbira et I. Hathie (2020, p. 8) : « les instituts de recherche agricole développent des projets et des programmes qui contribuent à relever les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs et à proposer des solutions innovantes ». Dans leurs programmes, les VNCA animent des ateliers de formation appelés Écoles champs agriculteurs au profit des agriculteurs, renforçant ainsi leurs capacités à travers la transmission

de nouvelles compétences en matière de pratiques agricoles durables, d'utilisation des semences améliorées et de mécanisation.

En outre, dans un processus perspectiviste pour une agriculture durable, K. Boko (2022, p. 121) affirme que les transitions engendrées par les différentes politiques agricoles depuis les temps coloniaux jusqu'à nos jours ont des impacts considérables sur la dynamique de production paysanne des cultures vivrières dans les différentes localités. Ainsi, comme le soulèvent les résultats de cette recherche, la pérennisation des actions entreprises par les VNCA dans leurs interventions constitue une nécessité absolue. En ce sens que, certains projets méritent d'être expérimentés sur une longue période.

Au demeurant, la question de la sécurité sociale des paysans ne doit plus être négligeable. Elle doit interpellée le gouvernement dans un plus bref délai puisqu'elle représente un facteur indiscutable dans l'agriculture durable comme l'a souligné O. Agbangba (2023) dans sa thèse de doctorat qui évoque, pour le Togo, l'assurance agricole et la protection sociale des paysans.

Conclusion

Cette étude met en évidence l'importance des VNCA dans la promotion d'une agriculture durable au Togo. Les résultats ont montré que les VNCA, avec leurs profils, interviennent dans plusieurs domaines de l'agriculture auprès des paysans. À travers les profils et domaines d'interventions des acteurs, les investigations ont montré qu'en plus de l'accompagnement et l'appui techniques des paysans, cette présence renforce les liens sociaux. Aussi, l'intervention des VNCA a d'effets significatifs sur les rendements agricoles.

Le volontariat au Togo joue un rôle essentiel dans la promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, le renforcement des capacités des agriculteurs, et le soutien à l'économie locale. Cette fonction du volontariat constitue un tremplin pour l'atteinte des objectifs de développement du pays, surtout de sa politique agricole. En plus de ce rôle, l'intervention des volontaires contribue au développement socio-économique des paysans. Ce qui permet de dire que les volontaires dans leurs interventions jouent un double rôle.

L'agriculture durable au Togo repose désormais sur l'innovation, la formation, la mise en œuvre des politiques inclusives, et une réponse proactive aux défis climatiques. C'est pourquoi, l'intervention de l'ANVT dans le domaine agricole est un marqueur non seulement de l'absorption des jeunes diplômés compétents capables de mettre en valeur leurs savoir-faire en accompagnant les paysans dans leurs activités agricoles, mais aussi un soutien à l'État dans sa politique de sécurité alimentaire et du développement du secteur agricole.

En guise de perspectives, les paysans ont suggéré la pérennisation de la pratique de méthodes agricoles respectueuses de l'environnement, le déploiement des VNCA spécialisés en élevage (vétérinaire) pour plus de suivi des animaux, la mise en place des ZAAP Agropoles dans plusieurs villages, la mise à disposition des VNCA des moyens de déplacement. Aussi, l'État se doit d'assurer les paysans pour les rassurer davantage dans leur vocation de nourrir tout le monde.

Références bibliographiques

Africa Group Of Negotiators Experts Support (AGNES), « Land Degradation and Climate Change in Africa », in Policy Brief, March, N° 2, 2020.

Agbangba, Omar, Politiques agricoles et dynamiques socioéconomiques en milieu paysan dans la région centrale au Togo, Thèse de doctorat unique en sociologie, Université de Lomé, 2023.

Ameyaw, D., S. et Jayne, T., S, « Progress towards Agricultural Transformation in Africa. Putting it all together », In Africa Agriculture Status Report, AGRA, 2016.

Banque Africaine De Développement, Rapport annuel, Abidjan, 2023.

Barbier, Edward et Hochard, Jacob, « Poverty and the spatial distribution of rural population », in Policy Research Working Paper, WPS 7101, Washington DC, World Bank Group, 2016.

Boko, Komivi, « Transitions des pratiques agricoles liées aux cultures vivrières dans la Préfecture de Zio au Sud-Togo », in Revue Variations UCAO-UUT, n°1, p. 107-123, 2022.

Kelly, Valerie, Adesina, Akinwumi et Gordon, Anne, « Expanding Access to Agricultural Inputs in Africa: A Review of Recent Market Development Experience », in Food Policy, vol. 28, n° 4, p. 379-404. DOI : 10.1016/j.foodpol.2003.08.006, 2003.

Kpotchou, Koffi et Attiogbe, Sétsrim, Koffi, « Recul des pratiques endogènes et difficultés des paysans en milieu Ouatchi au Sud-Est Togo », in Journal de la recherche scientifique de l'Université de Lomé, vol. 21, n°3, p. 217-230, 2019.

Kpotchou, Koffi, « Transitions alimentaires et nutritionnelles dans les Suds », Revue ivoirienne de sociologie et de sciences sociales (RISS), Université Alassane Ouattara, vol. 1, n°15, avril, p. 106-125, 2024.

Neglo, Asseye, « La déclinaison des objectifs de développement durable dans la planification territoriale au Togo », Afrique contemporaine, vol. 2, n° 276, p. 203-220. DOI : 10.3917/afco1.276.0203, consulté le 24 juillet 2024 à 08h, URL : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2023-2-page-203.htm>, 2023

République Togolaise, Aperçu général de l'agriculture togolaise, FAO, Lomé, 2018.

Sakho-Jimbira, Suwadu et Hathie, Ibrahima, « L'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne », in Southern Voice, Policy brief, n°2, 2020.



Revue Internationale **V**olontariat et **S**ociétés

Revue Internationale Volontariat et Sociétés (RIVoS)

01BP 2801 LOME – TOGO

Tél (228) 22 25 57 07 / (228) 90 38 07 04 / (228) 99 17 17 86

Email : rivos@togoanvt.org